

« **Capacité d'absorption de l'UE** » : beaucoup de bruit pour rien

jeudi 22 juin 2006, par [Alexandrine Bouilhet](#)

Source : Le Figaro.fr

A l'issue du sommet européen, les Vingt-Cinq ont refusé d'inscrire la notion de « capacité d'absorption » parmi les critères d'adhésion à l'UE.

Malgré l'inquiétude de la « Vieille Europe », les Vingt-Cinq n'ont pas retenu la capacité d'absorption comme un nouveau « critère » d'adhésion à l'Union, afin de ne pas décourager les pays candidats. « *Nous avons conscience que l'élargissement préoccupe l'opinion publique européenne* », a indiqué le président de la Commission européenne **José Manuel Barroso**, « *mais la capacité d'absorption ne sera pas un nouveau critère pour les pays candidats* ».

La clarté des dirigeants européens sur cette question cruciale n'est pourtant pas évidente, comme en témoigne l'inquiétude des pays des Balkans ou de la Turquie. La notion de « *capacité d'absorption* » est une expression sur laquelle la France met l'accent depuis le non au référendum sur la Constitution.

Inquiétudes des candidats

Elle est censée remplacer le débat sur les frontières de l'Union, qui n'aura finalement pas lieu. « *Ce n'est pas la meilleure expression qui soit* », a reconnu **Wolfgang Schlüssel**, « *il ne s'agit pas d'absorber, ni d'avalier quiconque, mais bien d'accueillir les nouveaux pays* ».

Divisés sur l'avenir de l'élargissement, les Vingt-Cinq ont confié à la Commission européenne le soin de rédiger un rapport, cet automne, balayant « *tous les aspects liés à la capacité d'absorption* » de l'Union. La teneur de ce rapport inquiète les nouveaux Etats membres et les pays candidats. « *Faites-nous confiance* », leur a répondu José Manuel Barroso. « *Le fait que ce soit la Commission qui rédige ce rapport est, en soi, une garantie pour vous.* »

La vision anglo-saxonne d'une Europe élargie l'emporte à Bruxelles. « *Il y a eu un grand soutien, hier, pour dire que la capacité d'absorption ne devait pas être un critère d'adhésion, mais un élément à prendre en considération* », a indiqué le premier ministre belge **Guy Verhofstadt**. Dirigé par la Grande-Bretagne, le camp « *pro-élargissement* » peut compter sur l'appui des dix nouveaux Etats membres, de la Belgique, de l'Irlande, de la Suède et de la Finlande, qui assurera la présidence de l'Union le 1^{er} juillet.

Paris estime n'avoir perdu aucun point au sommet. « *Nous ne voulions pas ajouter de nouvelles obligations aux pays candidats* », a affirmé **Jacques Chirac**. « *Nous tenions juste à rappeler que l'Union est un contrat à deux partenaires.* » Le président français n'admet pas qu'il a changé d'avis sur la Turquie depuis le 29 mai 2005. « *Si la Turquie ne respecte pas ses engagements sur Chypre, cela remettra en cause sa capacité à poursuivre l'élargissement* », a-t-il insisté. Au même moment, à Istanbul, le premier ministre turc **Recep Tayyip Erdogan** déclarait qu'il n'ouvrirait pas les ports et les aéroports turcs aux chypriotes, tant que le nord de l'île resterait isolé, « *même si cela signifie une suspension des pourparlers d'adhésion à l'UE* ».